



POLICY BRIEF

PB 20 - 43

Mai 2020

COVID-19 : ENTRE URGENCE ET LONG TERME

Par Mohammed GERMOUNI

Covid-19 : entre urgence et long terme

Résumé :

Un examen, nécessairement à grands traits, des incidences économiques et sociales pour un pays, en l'occurrence le Maroc, d'une soudaine pandémie qui s'est déclarée sur presque la plupart des régions de la planète, ne peut être qu'un simple prélude d'une large étude exhaustive à entreprendre le moment venu. Et ce pour des raisons évidentes, à savoir que la crise en cours induite par le primat du sanitaire, pouvant évoluer, ensuite, en une forme de dépression économique que divers programmes d'aide et de soutien multiformes, pris ici et là, tentent d'en réduire les grands risques prévisibles et d'en atténuer les graves chocs sociaux. Divers choix et arbitrages impérieux, balançant entre des urgences de l'ordre du court terme et quelques projections réalistes d'un long terme, semblent modestement ainsi ouvrir un nouveau chapitre à la réflexion en cours.

Introduction

La conjoncture particulière de pandémie, doublée d'une probable dépression économique que la planète s'apprête à traverser, nous autorise simplement à vérifier de nouveau un principe essentiel, qu'une réponse scientifique à des données factuelles à un moment donné constituera, à son tour, le point de départ d'une nouvelle question à mieux cerner. Actuellement, la place prise par le primat du sanitaire nous rappelle que l'analyse économique des crises fut cantonnée, en général, surtout aux seules crises économiques et financières, plus ou moins cycliques des derniers siècles, et fut, à ce titre, redevable à l'apport de diverses disciplines. A ce niveau, on ne connaît pas de travaux de recherche économique ayant analysé l'impact réel d'une pandémie, du type de celle qui hante notre monde actuel, un phénomène exceptionnel par sa rapide expansion. Seuls les récits et descriptions, une documentation historique générale ou spécialisée, ont pu nous éclairer sur les divers épisodes de peste, de choléra, de lèpre, de variole, de tuberculose, etc. Autant d'événements pandémiques tragiques qui avaient semé une terreur certaine, pendant de longues périodes décimant, parfois, une grande partie de la population concernée sur divers continents, jusqu'à entraîner la disparition de plusieurs pans de l'activité économique et sociale existante des communautés affectées.

1. De quel type de crise peut-il s'agir ?

L'analyse économique s'est appliquée à réfléchir, depuis son apparition, aux moyens et méthodes de satisfaire les besoins essentiels de l'homme, et notamment la question de vivre, si possible en bonne santé. La satisfaction d'un tel besoin a un coût dont la couverture nécessite des choix sociaux fondamentaux que plusieurs chercheurs éminents ont défrichés au cours des dernières décennies. Une partie non négligeable de l'économie de la santé, et en général celle s'intéressant au bien-être, y trouve sa

justification pour consolider une démocratie adossée à une justice sociale. Cette interférence du sanitaire, du médical et de l'économique, due à l'actualité, est encore plus réelle dans un contexte de pandémie. Plusieurs chercheurs qualifiés de diverses disciplines, de praticiens, ainsi que des penseurs et observateurs initiés, tous confinés à travers divers continents, continuent de s'interroger, avec modestie, sur la nature de ce phénomène pandémique soudain qui a surpris la planète jusqu'à presque arrêter l'essentiel de l'activité humaine sur terre, sur mer et dans le ciel ou presque. Aux conséquences économiques et sociales mondiales d'une ampleur inégalée.

La plupart des décideurs politiques à travers le monde se sont résignés à proclamer le confinement de leurs populations respectives, en vue de préserver les vies humaines, comme seule solution minimisant les pertes, en raison d'infrastructures et d'équipements sanitaires globalement insuffisants, et cela de façon inégale d'un pays à l'autre, pour faire face à une pandémie devenue incontrôlable dans sa propagation. Autrement dit, une mesure politique aux conséquences économiques lourdes. Un cantonnement qui a été accepté dans l'ensemble par-delà les idéologies et les croyances, églises, mosquées, temples, synagogues fermés jusqu'à nouvel ordre et confirmant une adhésion compréhensive des populations. L'exemple de la Chine, qui a eu à affronter, la première, dans une de ses grandes provinces peuplées, ce qui allait devenir la pandémie mondiale, l'isolement fera école depuis, même auprès de certaines démocraties européennes ou asiatiques, de l'Inde notamment. Le Maroc n'a pas été en reste, et dont la sortie du confinement obligatoire, dans des conditions sanitaires correctes pour la grande majorité de la population, devient l'objectif majeur, incitant à rappeler l'urgence de quelques aspects économiques et sociaux.

Une « crise économique » classique fait référence au concept de cycle, dont la théorie la plus élaborée, jusqu'ici, est celle de ce qui est convenu d'appeler l'Ecole autrichienne (Pr Hayek), pour qui une crise économique est le résultat d'une accumulation de défauts d'ajustement de l'appareil de production (ou du système financier) à la demande réelle. La récession, quant à elle, est une crise, mais de forme passagère, qui accumule dans la pratique un à deux trimestres consécutifs de baisse d'activité, rarement plus. Le phénomène le plus redouté, est celui auquel le monde, dont notre pays, semble exposé, c'est la dépression qui constitue la plus grave de toutes, prenant la forme d'un ralentissement important et, surtout, durable de la production, de la consommation et de l'investissement. L'histoire économique moderne n'a enregistré, jusqu'ici, que deux dépressions seulement. D'abord, la période de baisse des prix et d'instabilité à l'origine de la panique des années 1870 en Europe et en Amérique. Il y eut, ensuite, la dévastatrice « Grande dépression », suite à la crise financière des années 1930, qui avait démarré aux Etats-Unis et a duré pratiquement jusqu'à l'entrée de ces derniers dans la Seconde Guerre mondiale. De telles dépressions se caractérisaient à la fois par des phases de reculs prononcés et de rebonds plutôt éphémères, avec une tendance générale du niveau d'activité orientée à la baisse avec un chômage massif.

2. Une dépression atténuée

Cependant, la dépression, induite par les effets de la pandémie en cours et ses contraintes de confinement, devrait être a priori moins violente et peut être moins longue. Ceci en raison, notamment, des diverses mesures budgétaires, financières et importants concours bancaires ainsi que des filets sociaux anticipés pour en limiter les graves répercussions économiques et sociales prévisibles que divers pays du monde ont adoptés, certes de

façon inégale. Une telle option de confinement étant difficilement renouvelable à l'avenir, semble dicter explicitement la priorité d'une politique réaliste de couverture médicale et de protection sanitaire des populations qui ne peut s'improviser, constituant, à elle seule, par exemple, un important marqueur social d'un éventuel modèle de croissance pour le futur.

Dans le cas hypothétique où une telle priorité se traduisait par un tel choix social, en raison de la pression d'une population qui a expérimenté, de façon unanime, la fragilité de l'environnement sanitaire existant, tous les autres choix relatifs, par exemple, à l'enseignement, à la formation, aux activités de production, aux fonctions de consommation, d'investissement, à la fiscalité... devront s'inscrire dans cet alignement de façon cohérente dans la durée. A cet égard, compte tenu des ressources humaines et financières limitées, certaines formes techniques réussies de quelques cadres sanitaires de certains rares pays en développement (Cuba, Vietnam), assurant une protection médicale jugée correcte à leurs populations, peuvent aider à inspirer un profil technique à un coût viable.

3. Un marché appuyé sur une planification souple

Les fonctions d'un éventuel Etat « partout et pour tout », solution apparemment facile dans l'abstrait mais fort complexe à mettre en œuvre. Même pour une courte période, dans le cas d'une économie ouverte et d'une société ayant un lien constant et multiple avec l'extérieur pour ses produits, les services, les divers approvisionnements essentiels, de revenus de transfert ainsi que de ses rapports humains constants avec le reste du monde. A cet égard, il apparaît plus approprié d'insister sur une nécessaire et judicieuse combinaison des mécanismes du marché avec un processus de souple planification étatique.

Les futurs grands choix d'investissements sectoriels, en vue d'optimiser l'utilisation de ressources limitées au sortir de l'actuelle pandémie, semblent plaider en faveur d'un tel cadre plan-marché, renouant avec une expérience publique qui ne fut pas toute négative, loin s'en faut. Une telle administration technique et efficace du genre, qui ne s'improvise pas du jour au lendemain, quitte à faire un appel temporaire à certaines anciennes expertises, pourrait accompagner et sécuriser la reprise des principales activités de production, le démarrage des chantiers d'infrastructures et des travaux de construction dans les principales régions du pays.

Par ailleurs, par rapport aux crises du passé, les praticiens des secteurs public et privé et autres responsables ont appris à mieux gérer les aspects macro-économiques, le pays disposant d'un appareil de production intact, d'une main- d'œuvre disponible et d'un stock alimentaire qui n'ont pas souffert de la pandémie, outre mesure. La durée de la pandémie ne pouvant être définie de manière exacte, impose à l'Etat de devenir le prêteur en dernier ressort des diverses activités économiques, afin de préserver la viabilité d'un secteur bancaire et financier en raison des nombreux risques encourus, et sera aussi l'assureur du retour progressif à l'emploi de plusieurs franges de la population active, voire le fournisseur de fait de biens et services rares, eu égard à cette conjoncture, comme les masques, le matériel médical, les médicaments et vaccins dans un cadre hors- marché. Sans oublier que le confinement a, entre-temps, fortement perturbé les diverses chaînes d'approvisionnement et de production.

4. A moyen terme

Autant la vie n'aurait pas de prix selon un vieil adage populaire, autant il demeure certain que dans la pratique budgétaire et des projections financières, par exemple, la vie a un coût, pour preuve la charge arbitrée comme lourde jusqu'ici si on devait assurer une protection médicale minimale de l'ensemble de la population. L'éventualité d'une répétition de crise sanitaire similaire, induisant un chômage massif dans son sillage, aurait un coût financier réel élevé à peine envisageable, qu'il n'est guère d'Etat pour y faire face, si ce n'est en s'appuyant, d'abord, sur des infrastructures sanitaires et une chaîne d'approvisionnement alimentaire sécurisées.

La mondialisation des échanges ne s'arrêtera pas de façon aussi abrupte que certains l'entrevoient, mais se poursuivra lentement et de façon sélective, ne serait-ce que dans l'attente de la relocalisation éventuelle de chaînes de production qui n'est pas chose aisée à court terme. La reprise de certains secteurs, comme le tourisme et le transport, notamment aérien, requerra probablement un rythme encore plus lent que celui du transport de marchandises.

5. Le long terme

Cependant, le « repli sur soi économique » ne peut être recommandé par quelque imprudente surenchère d'allure patriotique, car éloigné des réalités, et le protectionnisme sied davantage peut-être à l'autosuffisance momentanée de certaines grandes puissances et ensembles économiques. Dans le cas du Maroc, il ne peut faciliter ni une sortie réussie de la pandémie ni de la profonde crise qui lui est liée, tant l'essentiel, ne serait-ce que des équipements industriels, des matières et demi produits nécessaires à des productions locales, des produits alimentaires de base, dépendent et dépendront encore de l'extérieur, et sans omettre les intrants médicaux et les transferts de revenus. Jusqu'à preuve du contraire, aucun laboratoire du Maroc, par exemple, n'est encore prêt à être acteur, ni ne semble en mesure d'être en association dans la compétition du nouveau médicament ou vaccin attendus.

« In the long run, we are all dead » (à long terme nous sommes tous morts), avait écrit, avec philosophie et non sans humour, un certain éminent économiste anglais, lord Keynes, et traduit pour ce modeste propos consiste de parer aux urgences d'abord et le long terme ne sera ainsi que mieux et solidement préparé.

Certes, les réflexions et échanges intéressants circulant entre penseurs et observateurs avisés, relatifs à des visions d'un futur encore lointain, et parfois même sur l'évolution planétaire à venir, appellent plutôt à une certaine humilité face à tant d'incertitudes réelles, incitant à repousser à des temps moins troubles et plus sereins divers scénarios utiles du long terme.

6. Deux conclusions pour l'immédiat

L'urgence mérite, cependant, de se porter sur les efforts conjugués et de proximité en vue de gérer les raretés et situations difficiles qui se développeront à court terme, comme le niveau élevé de faillites prévisibles de petits et moyens commerces et, surtout, l'absence de revenus alternatifs réguliers d'une majorité de ménages pour une

certaines périodes. Il en est de même, par exemple, de l'importante problématique d'un approvisionnement régulier des chaînes alimentaires, hors des conditions de spéculation sur les prix et quantités et de contrebande caractérisant des conjonctures d'extrême fragilité du système de contrôle classique. Un département technique auprès du chef de gouvernement, en charge de cette mission jusqu'à l'achèvement réussi des opérations de sortie du confinement, pourrait en assurer le suivi requis.

Par ailleurs, pris en tenailles, de par sa position géographique, entre des pays du Nord, qui se sont imposés un confinement rigoureux et ceux du Sud du Sahara, qui ne peuvent ou ne pourront réussir pratiquement une telle opération pour des raisons évidentes de pauvreté et de sous-administration, le Maroc aura à murir à distance une coopération régionale avisée qui combine solidarité et intérêts mutuels, en s'associant activement aux efforts de celles des agences spécialisées du système de l'ONU encore opérationnelles dans les régions pauvres limitrophes, prévenant ainsi autant que possible des résurgences épidémiologiques avec une ouverture à terme des frontières.

À propos de l'auteur, **Mohammed GERMOUNI**

Mohammed GERMOUNI, Professeur émérite des Universités Mohamed V et Hassan II, ancien directeur des études de la Banque nationale pour le Développement économique (BNDE), ancien haut fonctionnaire, Consultant international.

À propos de **Policy Center for the New South**

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global. Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

Pour nous suivre sur les Réseaux sociaux :

